ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre du Budget, le 3 décembre 1968, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des dispositions de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, qui accordent à certains avoués le droit à une pension à charge du Trésor public", a donné le 5 décembre 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e december 1968 door de Minister van Begroting verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de bepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, die aan sommige pleitbezorgers het recht op een pensioen ten laste van de Openbare Schatkist toekennen", heeft de 5e december 1968 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'article 5 du projet fait application de l'article 1410 du Code judiciaire. Cet article et l'article 1409 auquel il se réfère doivent donc être mis en vigueur dans la mesure nécessaire. Dès lors, il y a lieu de viser au préambule du projet l'article 5 de la loi du 10 octobre 1967 qui permet au Roi de procéder à cette mise en vigueur.

Le premier alinéa du préambule devrait donc être rédigé comme suit :

"Vu les articles 9 à 15 des dispositions qui figurent dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, et l'article 5 de cette même loi;".

OBSERVATION GENERALE.

Le projet reproduit tantôt textuellement, tantôt sous une forme quelque peu modifiée, la matière des articles 10 à 15 contenus dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967. Pour des raisons de sécurité juridique, il s'indique de ne pas reprendre dans un règlement des règles dont le législateur est l'auteur.

Articles 1er et 3.

Ces articles reprennent la matière des articles 10, 11 et 13 contenus dans l'article 3 de la loi.

.../...

Il y est prévu que les revenus professionnels nets servant de base au calcul de la pension seront affectés de divers coefficients de réduction. Cette méthode de calcul doit permettre d'appliquer le régime de mobilité des rémunérations et pensions des personnes rétribuées par l'Etat. Elle aboutit en réalité, non à réduire la pension mais au contraire à la majorer en y appliquant la hausse indiciaire de 25 p.c. actuellement en vigueur, ce qui fait en quelque sorte passer les coefficients de 0,97, 0,94, 0,90, 0,86 et 0,84 respectivement à 1,2125, 1,175, 1,125, 1,075 et 1,05.

Cependant, la loi du 10 octobre 1967, en son article 11 précité,a indiqué que la pension était liquidée sur la base de revenus professionnels nets afférents à l'exercice du ministère d'avoué imposés pour les cinq exercices fiscaux précédant l'année déterminée par le Roi pour la mise en application de la réforme.

L'article 13 précité prévoit l'application du régime de mobilité à la pension après qu'elle aura été calculée comme il est dit à l'article 11.

C'est ajouter à la loi que de prétendre que les revenus professionnels nets des cinq années considérées doivent être pondérés en fonction de la hausse du coût de la vie ou de la dépréciation monétaire de fait, alors que le législateur n'a rien dit à cet égard.

La loi du 10 octobre 1967 ne donne en ces matières aucun pouvoir d'attribution au Roi.

Dès lors, deux méthodes sont possibles pour appliquer strictement le texte légal.

.../...

I. La pension prenant cours le 1er janvier 1969, après avoir été établie selon les règles prévues à l'article 11 des dispositions législatives précitées, suivra le même régime de mobilité que les pensions de retraite et de survie de l'Etat accordées à la même date. Ces dernières étant actuellement payées à 125 p.c. par rapport au niveau de 1960, à chaque modification de 2,75 points de l'indice entraînant une augmentation ou une diminution des pensions de retraite et de survie de 2,5 p.c. au-delà ou en-deçà de 125 p.c. , correspondra une hausse ou une baisse des pensions des avoués de l'ordre de $\frac{2,5 \times 100}{125}$ soit 2 p.c.

II. La pension ayant été calculée sur la base prévue au même article 11, elle serait affectée d'un coefficient réducteur la replaçant fictivement au niveau de l'indice 110, de manière à lui appliquer le régime de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

Le tout sans préjudice du passage au nouvel index (multiplication par 0,77).

## Article 2.

L'article 2 tend à donner une interprétation des termes "revenu professionnel net" que le législateur a employés, sans autrement les définir, dans l'article 11 d dispositions contenues dans l'article 3 de la loi du 1( octobre 1967.

.../..

En l'absence d'une habilitation expresse, le Roi n'a pas le pouvoir d'interpréter la loi par voie réglementaire.L'exécution de la loi au sens de l'article 67 de la Constitution ne comporte pas le pouvoir de l'interpréter . Dès lors, l'article 2 du projet doit être omis.

Si, comme l'indique la lettre du 3 décembre 1968 adressée par le Ministre au Conseil d'Etat, des doutes se sont élevés quant à la portée de la disposition législative précitée, il est loisible au Ministre de solliciter l'avis de la section d'administration par application de l'article 6 de la loi du 23 décembre 1946.

Article 4.

Cet article reproduit en substance une disposition figurant dans la loi citée au préambule.

Il doit être omis.

Article 5.

La mise en vigueur partielle des articles 1409 et 1410, telle qu'elle a été proposée ci-avant, doit faire l'objet d'une disposition expresse qui rend superflu l'article 5 du projet.

.../...

Article 7.

Cet article est inutile, eu égard à la proximité de la date d'entrée en vigueur des articles 9 à 15 des dispositions de la loi.

*

* *

Compte tenu des considérations qui précèdent et de certaines modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaire, le texte ci-après est proposé :

"Article 1er.-

Le droit à une pension à charge du Trésor public, reconnu à tout avoué par la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, s'applique à ceux qui étaient en fonctions au 1er janvier 1969.

Article 2.-

Pour l'application du régime de mobilité prévu par la loi, la pension des avoués est affectée des mêmes augmentations et diminutions qui sont appliquées, en fonction des fluctuations de l'index des prix à la consommation, aux pensions des agents de l'Etat ayant pris cour à la même date que la pension d'avoué en cause

ou

.../

Pour l'application du régime de mobilité prévu par la loi, la pension des avoués est réduite au niveau de l'indice 110 de l'index des prix de détail (référence 1953) en la multipliant par le coefficient 0,80 et le résultat obtenu varie suivant les modalités prévues par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

Article 3.-

La demande de pension contient les nom, prénoms, domicile, état civil, lieu et date de naissance et un résumé de la carrière.

Elle est signée par le demandeur.

Elle est accompagnée :

1° d'un extrait de l'acte de naissance de l'avoué;

2° d'une attestation du contrôleur des contributions mentionnant pour chacun des exercices fiscaux 1964 à 1968, le montant des revenus nets imposés afférent à l'exercice de la profession d'avoué;

3° d'une déclaration sur l'honneur signée du demandeur, indiquant s'il bénéficie ou non de revenus visés à l'article 14 qui figure dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 et contenant l'engagement d'aviser immédiatement l'Administration des pensions des modifications qui pourraient survenir dans sa situation à cet égard.

.../...

Article 4.-

S'il existe un litige opposant le demandeur à l'Administration des contributions directes au sujet de la détermination des revenus pris en considération pour la liquidation des pensions, le contrôleur des contributions le mentionnera dans son attestation.

Article 5.-

La demande de pension doit être adressée avant le 1er janvier 1970 au Ministre de la Justice.

Celui-ci y joint un extrait de l'arrêté royal de nomination de l'avoué et une attestation établissant que l'avoué est resté en fonctions jusqu'au 1er janvier 1969.

Le Ministre de la Justice transmet le dossier ainsi constitué au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions.

Article 6.-

En attendant que la Cour des comptes ait statué, le Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions est autorisé à payer aux intéressés, au commencement de chaque mois, une avance égale au taux net présumé de la pension.

.../...

Article 7.-

Les articles 1409 et 1410 du Code judiciaire entrent en vigueur le 1er janvier 1969, en tant qu'ils s'appliquent aux pensions payées aux avoués, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 8.-

... (article 10 du projet) ... ".

---

AANHEF.

Artikel 5 van het ontwerp maakt toepassing van artikel 1410 van het Gerechtelijk Wetboek. Dat artikel en artikel 1409 waarnaar het verwijst, moeten derhalve voor zover als nodig is in werking worden gesteld. In de aanhef van het ontwerp moet dan worden verwezen naar artikel 5 van de wet van 10 oktober 1967, dat de Koning daartoe bevoegdheid verleent.

Het eerste lid van de aanhef moet dus als volgt worden gelezen :

"Gelet op de artikelen 9 tot 15 van de bepalingen uit artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, en op artikel 5 van diezelfde wet;".

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp neemt nu eens woordelijk, dan weer in een enigszins gewijzigde vorm, de stof over van de artikelen 10 tot 15 uit artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967. Ter wille van de rechtszekerheid is het niet geraden in een verordening regelen over te nemen welke de wetgever heeft uitgevaardigd.

Artikelen 1 en 3.

In deze artikelen wordt dezelfde stof behandeld als in de artikelen 10, 11 en 13 uit artikel 3 van de wet.

.../...

Er wordt in gezegd dat op de netto-bedrijfsinkomsten die tot grondslag dienen voor het berekenen van het pensioen, verscheidene verlagingscoëfficiënten zullen worden toegepast. Die berekeningsmethode moet het mogelijk maken de mobiliteitsregeling welke geldt voor de bezoldigingen en pensioenen van door de Staat bezoldigde personen, toe te passen. In werkelijkheid gaat die methode het pensioen niet verlagen maar integendeel verhogen door toepassing van de thans geldende verhoging van 25 t.h. ingevolge het indexcijfer, waardoor de coëfficiënten als het ware van 0,97, 0,94, 0,90, 0,86 en 0,84 onderscheidenlijk 1,2125, 1,175, 1,125, 1,075 en 1,05 worden.

De wet van 10 oktober 1967 heeft nochtans in artikel 11 bepaald dat het pensioen wordt uitgekeerd op grondslag van de netto-bedrijfsinkomsten, aan de bediening van pleitbezorger verbonden en aangeslagen voor de vijf belastingjaren die voorafgaan aan het jaar dat de Koning bepaalt voor het in werking stellen van de hervorming.

Artikel 13 van de wet bepaalt dat de mobiliteitsregeling op het pensioen wordt toegepast nadat dit zal zijn berekend zoals in artikel 11 is gezegd.

Aan de wet wordt iets toegevoegd wanneer wordt beweerd dat de netto-bedrijfsinkomsten over de vijf in aanmerking komende jaren moeten worden afgewogen aan de hand van de stijging van de kosten voor levensonderhoud of van de feitelijke muntontwaarding. De wetgever heeft daarover niets gezegd.

.../...

In die zaak verleent de wet van 10 oktober 1967 geen bevoegdheid aan de Koning.

Er staan derhalve twee wegen open om de wettekst strikt toe te passen.

I. Het pensioen dat op 1 januari 1969 ingaat, na te zijn vastgesteld volgens de regels van artikel 11 van eerdervermelde wetsbepalingen, zal dezelfde mobiliteitsregeling kennen als de op dezelfde datum toegekende rust- en overlevingspensioenen van door de Staat bezoldigde personen. Deze worden thans uitgekeerd tegen 125 t.h. in verhouding tot het peil van 1960; waar de rust- en overlevingspensioenen met 2,5 t.h. worden verhoogd of verlaagd boven of beneden 125 t.h. telkens als het indexcijfer met 2,75 punt wordt gewijzigd, zullen de pensioenen van de pleitbezorgers verhogen of verminderen met $\frac{2,5 \times 100}{125}$, dit is met 2 t.h.

II. Aangezien het pensioen berekend is op de grondslag welke in hetzelfde artikel 11 is bepaald, zou daarop een verlagingscoëfficiënt worden toegepast waardoor het fictief zou teruggaan tot de stand 110, zodat de regeling van de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen toepassing kan vinden.

Dit alles onverminderd de overgang naar het nieuwe indexcijfer (vermenigvuldiging met 0,77).

.../...

Artikel 2.

Artikel 2 geeft een interpretatie van de term "netto-bedrijfsinkomsten" welke de wetgever zonder nadere omschrijving heeft gebruikt in artikel 11 van het bepaalde in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967.

Bij gemis van een uitdrukkelijke machtiging mag de Koning de wet niet bij wege van verordening interpreteren. Uitvoering van de wet in de zin van artikel 67 van de Grondwet sluit niet de bevoegdheid in om de wet uit te leggen. Artikel 2 van het ontwerp moet dan ook vervallen.

Indien, zoals blijkt uit de brief welke de Minister op 3 december 1968 aan de Raad van State heeft gericht, twijfel is gerezen in verband met de strekking van de vermelde wetsbepaling, staat het de Minister vrij het advies van de afdeling administratie te vragen op grond van artikel 6 van de wet van 23 december 1946.

Artikel 4.

Dit artikel is in hoofdzaak een herhaling van een bepaling uit de in de aanhef vermelde wet.

Het moet vervallen.

.../...

Artikel 5.

Voor de gedeeltelijke inwerkingstelling van de artikelen 1409 en 1410, zoals die hiervoren is voorgesteld, is een uitdrukkelijke bepaling vereist, welke artikel 5 van het ontwerp overbodig maakt.

Artikel 7.

Dit artikel is overbodig, nu de datum waarop de artikelen 9 tot 15 uit de bepalingen van de wet in werking treden zo nabij is.

*
* *

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt en met een aantal vormwijzigingen die geen commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Het recht op pensioen ten bezware van 's Lands kas, dat iedere pleitbezorger heeft krachtens de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, geldt voor degenen die op 1 januari 1969 in dienst waren.

Artikel 2.-

Voor de toepassing van de bij de wet bepaalde mobiliteitsregeling ondergaat het pensioen van de pleitbezorgers dezelfde verhogingen en verlagingen als ingevolge de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen worden toegepast op de pensioenen van Rijksambtenaren welke op dezelfde datum als het bedoelde pensioen van pleitbezorger zijn ingegaan

of

.../...

Voor de toepassing van de bij de wet bepaalde mobiliteitsregeling wordt het pensioen van de pleitbezorgers teruggebracht tot de stand 110 van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen (referteperiode 1953), vermenigvuldigd met coëfficiënt 0,80,en varieert het verkregen resultaat volgens de regelen bepaald in de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen.

Artikel 3.-

De pensioenaanvraag bevat opgave van naam, voornamen, woonplaats, burgerlijke stand en plaats en datum van geboorte, alsook een overzicht van de loopbaan.

Zij wordt door de aanvrager ondertekend.

Bij de aanvraag worden gevoegd :

1° een uittreksel uit de geboorteakte van de pleitbezorger ;

2° een getuigschrift van de controleur der belastingen, waarin voor elk van de vijf belastingsjaren 1964 tot 1968 het aan de bediening van pleitbezorger verbonden belastbaar netto-inkomstenbedrag wordt opgegeven ;

3° een door de aanvrager ondertekende, op zijn erewoord afgelegde verklaring, waarin hij mededeelt of hij al dan niet inkomsten geniet als bedoeld in artikel 14 uit artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967, en waarin hij zich verbindt het Bestuur der pensioenen onmiddellijk kennis te geven van de wijzigingen welke zijn toestand in dat opzicht mocht ondergaan.

.../...

Artikel 4.-

Bestaat er tussen de aanvrager en het Bestuur der directe belastingen een betwisting over het bepalen van de inkomsten die voor de uitkering van het pensioen in aanmerking komen, dan maakt de controleur der belastingen daarvan melding in zijn getuigschrift.

Artikel 5.-

De pensioenaanvraag moet vóór 1 januari 1970 worden gezonden aan de Minister van Justitie.

Deze voegt bij de aanvraag een uittreksel van het koninklijk besluit waarbij de pleitbezorger is benoemd, en een getuigschrift waaruit blijkt dat deze tot 1 januari 1969 in dienst is gebleven.

De Minister van Justitie zendt het aldus samengestelde dossier over aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort.

Artikel 6.-

In afwachting van de beslissing van het Rekenhof mag de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort, de betrokkenen in het begin van iedere maand een voorschot uitbetalen dat gelijk is aan het vermoedelijk nettobedrag van het pensioen.

.../...

Artikel 7.-

De artikelen 1409 en 1410 van het Gerechtelijk Wetboek treden in werking op 1 januari 1969, voor zover zij toepassing vinden op de pensioenen aan de pleitbezorgers uitgekeerd overeenkomstig het bepaalde in dit besluit.

Artikel 8.-

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

---

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

| | | | |
|---|---|---|---|
| Messieurs : de Heren : | G.VAN BUNNEN, | conseiller d'Etat, staatsraad, | président, voorzitter, |
| | J.MASQUELIN, | conseillers d'Etat, | |
| Madame : Mevrouw : | G.CISELET, | staatsraden, | |
| Monsieur : de Heer : | G.DE LEUZE, | greffier adjoint, adjunct-griffier, | greffier. griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) G.VAN BUNNEN.